

contrôle les armes

Bulletin Mensuel Octobre 2011

Septembre 28-Octobre 28

Dernières nouvelles:

- **Contrôle les armes** lancera la campagne *Speak Out!* au mois de novembre
- La pression exercée par les militants de *Contrôle les armes* sur la Première Commission de l'ONU porte ses fruits
- Les États membres de l'UA soumettent un solide projet de position commune
- Le nouveau rapport sur les ventes d'armes qui ont précédé le Printemps arabe souligne la nécessité d'un TCA
- Les parlementaires renouvellent l'appel à un traité sur le commerce des armes
- Viktor Bout : la pointe de l'iceberg
- De nouvelles actions du Réseau d'experts juridiques
- Le Forum japonais relance le dialogue national sur le traité relatif au commerce des armes
- Les ONG américaines se mobilisent contre les ventes d'armes à Bahreïn
- Le « commerce de la guerre » abordé lors de la conférence de Barcelone
- Un nouveau livre dépeint le manque de transparence dans l'industrie de l'armement
- Publication d'une étude sur les exportations d'armes dans l'UE et en Europe du Sud-Est
- L'IANSA analyse les différences entre le PoA et le TCA
- Dernières adhésions : bienvenue aux nouvelles organisations !

Dernières nouvelles de la campagne

Contrôle les armes lancera la campagne *Speak Out!* au mois de novembre

Êtes-vous prêts à faire donner de la voix?

Contrôle les armes est heureuse d'annoncer le lancement imminent de sa campagne *Speak Out!* Le lancement de la campagne de mobilisation populaire est prévu le lundi 21 novembre. Celle-ci se poursuivra jusqu'à la date de négociation d'un traité sur le commerce des armes (TCA), en juillet 2012. C'est une excellente occasion pour tous les membres de *Contrôle les armes* de se réunir autour d'un même idéal, d'attirer l'attention du public sur la nécessité de produire un traité solide sur le commerce des armes, et d'élargir notre réseau de soutien.

Cliquez [ici](#) pour en savoir plus sur la campagne (Comment sera-t-elle mise en place ? Comment y participer ? Quelles sont les perspectives pour les mois à venir ?)

La pression exercée par les militants de *Contrôle les armes* sur la Première Commission de l'ONU porte ses fruits

La Première Commission de l'Assemblée générale de l'ONU sur le désarmement et la sécurité internationale s'est réunie en session tout au long du mois d'octobre, tandis que le débat sur les armes classiques s'est ouvert lors de la semaine du 18 octobre. Les militants de *Contrôlez les armes* ont fait pression sur les gouvernements pour obtenir leur soutien au TCA et, notamment, à la version actuelle de la proposition du président de la Commission, afin qu'elle soit utilisée comme pierre angulaire de la conférence de l'année prochaine. Nous avons obtenu un grand succès puisque la plupart des intervenants se sont exprimés en faveur du TCA. Plus de 20 militants ont assisté à la réunion pour faire pression sur les états au moyen de messages clés de *Contrôlez les armes*. Par ailleurs, les membres de *Contrôlez les armes* ont organisé une [présentation](#) destinée aux gouvernements, une série d'événements parallèles ayant enregistré une bonne participation, ainsi qu'une réception incluant une séance de questions/réponses autour du [procès de Viktor Bout](#), à laquelle ont assisté un grand nombre de délégués et d'acteurs de la société civile. Pour plus de détails et d'informations sur la Première Commission, y compris sur les déclarations des gouvernements, veuillez consulter l'[Observatoire de la Première Commission](#), les [résumés](#) quotidiens fournis par le *Réseau international d'action contre les armes légères* (IANSA), ainsi que les [points forts des déclarations de la Première Commission](#) sur le site de *Reaching Critical Will*. Un [projet de décision](#) prévoyant d'étendre le comité préparatoire du TCA (PrepCom) de trois à cinq jours devrait être approuvé lors des séances de vote de cette semaine.

Les États membres de l'UA soumettent un solide projet de position commune

Contrôlez les armes salue les efforts déployés par l'Union africaine (UA) pour garantir une [Position commune sur le traité relatif au commerce des armes \(TCA\)](#). Les États membres de l'UA se sont réunis à Lomé (Togo), du 26 au 30 septembre, en vue d'adopter une position commune avant la tenue de la conférence pour la négociation d'un traité en 2012. « La réunion de Lomé a mis en évidence l'engagement et l'implication des États membres de l'UA dans la définition d'une position commune », a affirmé Baffour Amoah du [Réseau d'action contre les armes légères d'Afrique de l'Ouest](#) (WAANSA). « La position adoptée à la fin de la réunion constitue une grande avancée par rapport au projet initialement présenté. Elle préserve l'objectif humanitaire du traité tout en convenant de la nécessité d'un vaste champ d'application et de critères ambitieux. Ainsi, pour les États africains, il ne s'agit pas de stopper le commerce d'armes classiques, mais de fournir un cadre juridique destiné à encadrer les transferts internationaux d'armes classiques, afin de réduire l'impact négatif du commerce illicite des armes sur les personnes innocentes qui, individuellement ou collectivement, sont les plus vulnérables. » Les États se prononceront sur l'adoption de la position en janvier 2012.

Le nouveau rapport sur les ventes d'armes qui ont précédé le Printemps arabe souligne la nécessité d'un TCA

Le [nouveau rapport](#) d'Amnesty International, rendu public le 19 octobre à l'occasion d'une manifestation parallèle organisée aux Nations unies à New York, a suscité un grand intérêt médiatique. Ce document, intitulé *Les exportations d'armes vers le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord : leçons pour un traité sur le commerce des armes efficace*, se penche sur les transferts d'armes effectués vers Bahreïn, l'Égypte, la Libye, la Syrie et le Yémen depuis 2005. « Nos recherches ont mis en évidence l'échec total des mesures de contrôle existantes concernant les exportations d'armes, ainsi que la nécessité d'un traité international sur le commerce des armes prenant pleinement en compte le besoin de respecter les droits humains », a déclaré Helen Hughes, principale spécialiste du commerce des armes ayant contribué au rapport d'Amnesty International. Le rapport révèle que les États-Unis, la Russie et les pays européens ont fourni de

grandes quantités d'armes à des gouvernements répressifs du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord, avant les soulèvements de cette année, malgré le risque substantiel que de telles armes puissent être utilisées pour commettre de graves violations des droits de l'homme.

Les parlementaires renouvellent l'appel à un traité sur le commerce des armes

Une nouvelle [déclaration](#) a été publiée en octobre en vue de fournir aux parlementaires du monde entier l'occasion de se prononcer en faveur d'un TCA solide. Cette nouvelle déclaration a été présentée à l'occasion du [forum annuel](#) de l'Action mondiale des parlementaires, qui s'est tenu cette année à Colombo, Sri Lanka, et qui a rassemblé plus de 100 législateurs du monde entier. En 2008, plus de 2000 parlementaires ont signé une importante déclaration de soutien au processus du TCA. *Contrôlez les armes* consacrera les prochaines semaines à traduire la nouvelle déclaration dans plusieurs langues et à fournir de plus amples informations sur la collecte de signatures.

Viktor Bout : la pointe de l'iceberg

Le procès du présumé trafiquant d'armes, Viktor Bout, ouvert devant un tribunal fédéral à New York, touche à sa fin. Bout, surnommé le « marchand de mort », tel que l'a qualifié un ancien ministre britannique des Affaires Étrangères, est connu pour avoir été le plus important fournisseur privé d'armes de l'après-guerre froide. Son procès montre, plus que jamais, la [nécessité d'adopter un traité international sur le commerce des armes](#), et met en évidence l'absence de normes internationales communes régissant le commerce des armes de manière responsable, ce qui permet encore trop souvent aux trafiquants d'armes, tels que Bout, d'échapper aux différents contrôles et d'opérer en toute impunité.

L'ancienne experte du trafic d'armes des Nations unies, Kathi Lynn Austin, propose des comptes-rendus détaillés du procès ainsi qu'une analyse en profondeur de ce qui ressort de l'affaire sur l'opacité du commerce illicite d'armes, la corruption, le trafic d'influence et la nécessité d'établir des règles mondiales pour maîtriser le commerce d'armes. Kathi travaille comme reporter pour CNN et le Huffington Post, mais vous pouvez consulter tous ses articles sur son compte Twitter <http://www.twitter.com/kathilynnaustin> ou sur son [blog](#) personnel.

De nouvelles actions du Réseau d'experts juridiques

Le Réseau d'experts juridiques du TCA gagne du terrain ! Le réseau de juristes volontaires, qui offrent des conseils juridiques gratuits et en temps réel durant les séances de négociation, a assisté aux débats du Comité préparatoire de juillet 2011 ainsi qu'aux débats d'octobre de la Première Commission de l'Assemblée générale de l'ONU. Ses membres ont répondu aux questions de la société civile et des États sur les divers aspects juridiques d'un éventuel traité relatif au commerce des armes. Plus récemment, les juristes du réseau ont rédigé une [note d'information](#) d'une page sur le rôle des ONG dans les négociations du TCA, un sujet devenu dernièrement source de polémique. Pour rejoindre le réseau d'experts juridiques du TCA, envoyer vos questions juridiques sur le traité ou en savoir plus, écrivez à : attlegalresponse@gmail.com.

Le Forum japonais relance le dialogue national sur le traité relatif au commerce des armes

Le 5 octobre, [Oxfam Japon](#) a co-organisé avec le département d'armes classiques du ministère des Affaires Étrangères, la troisième édition d'une série de [réunions consultatives](#) pour débattre du traité sur le commerce des armes (TCA). Cet événement a attiré un large éventail de participants, incluant des représentants de trois ministères (de la Défense ; de l'Économie, du Commerce et de l'Industrie ; et des Affaires Étrangères), des universitaires de diverses filières (sécurité, droit international, histoire, économie, études africaines) ainsi que des activistes et des représentants d'ONG. « Nous sommes heureux que ces réunions aient su promouvoir un dialogue ouvert et dynamique dans un si large éventail de secteurs du pays », a déclaré Midori Natsuki, responsable des politiques à Oxfam Japon.

Les ONG américaines se mobilisent contre les ventes d'armes à Bahreïn

Les organisations américaines se sont [mobilisées](#) afin de contrer la proposition de vente de matériel militaire faite par le gouvernement américain aux forces armées de Bahreïn. *Human Rights First, Peace Action West, Amnesty International USA* et *Just Foreign Policy* sont quelques-uns des groupes qui ont participé à cette action. Les organisations ont appelé leurs membres à exiger le soutien des représentants et sénateurs à la résolution d'opposition déposée le 6 octobre auprès des deux chambres du congrès (H.J.Res.80 et S.J.Res.28). La proposition de vente, estimée à 53 milliards de dollars en armement, dans un pays déjà ravagé par la violence, a été [suspendue](#) alors que le département d'État a nommé une commission spéciale chargée d'enquêter sur les violations des droits de l'homme commises à Bahreïn, avant que la procédure de mise en vente puisse reprendre son cours.

Le « commerce de la guerre » abordé lors de la conférence de Barcelone

Fundació per la Pau a organisé, en collaboration avec *Justícia i Pau*, les [20^e rencontres de Barcelone](#), qui se sont déroulées du 29 septembre au 1^{er} octobre. Sous le thème *En finir avec le commerce de la guerre*, la conférence a attiré chaque jour environ 200 participants. Par ailleurs, les organisateurs se sont joints à d'autres organismes pour animer, en marge de la conférence, un séminaire intitulé *Le commerce de la guerre et réponses du mouvement pour la paix*. « Le succès de participation et la qualité des orateurs des 20^e rencontres de Barcelone confirment l'intérêt croissant de la société civile pour l'établissement d'un nouveau monde, sans guerre ni violence. C'est ce qui nous pousse à travailler pour que l'opinion majoritaire en faveur de la paix prime sur les intérêts économiques et l'ignorance de quelques-uns », a déclaré Jordi Armadans, directeur de *Fundació per la Pau*.

En prévision des élections qui auront lieu au mois de novembre, les organisations ont également soumis [13 propositions](#) aux différents partis politiques espagnols, mettant l'accent sur l'importance du désarmement, du dialogue et de la paix et, notamment, sur le traité relatif au commerce des armes.

Un nouveau livre dépeint le manque de transparence dans l'industrie de l'armement

Andrew Feinstein, défenseur des droits de l'homme dans le monde, écrivain et ancien député ANC (*Congrès national africain*) est actuellement en tournée mondiale pour présenter son nouveau livre, *The Shadow World*. Cet ouvrage passe au crible les pratiques réalisées en coulisse par l'industrie et les gouvernements impliqués dans le commerce d'armes. Andrew Feinstein visitera les [États-Unis](#) au mois de novembre puis, en 2012, l'Afrique du Sud, l'Europe, l'Inde et le Bangladesh. Pour plus de renseignements, veuillez contacter le secrétariat.

Publication d'une étude sur les exportations d'armes dans l'UE et en Europe du Sud-Est

Un nouveau rapport du [South Eastern and Eastern Europe Clearinghouse for the Control of Small Arms and Light Weapons](#) (SEESAC) analyse la production de rapports nationaux et régionaux concernant les exportations d'armes réalisées par les États membres de l'Union européenne (UE) et les pays d'Europe du Sud-Est. Il examine les niveaux de transparence atteints et inclut des recommandations pour d'éventuelles améliorations. (Source : IANSA)

L'IANSA analyse les différences entre le PoA et le TCA

Le Réseau international d'action contre les armes légères (IANSA) a publié, au mois de septembre, un nouveau rapport soulignant les différences entre le Programme d'action des Nations Unies sur les armes légères (PoA) et le traité sur le commerce des armes (TCA). Tous deux sont des instruments destinés à réduire la violence armée et la prolifération d'armes légères. Il est donc essentiel que le PoA tout comme le TCA soit aussi solides et efficaces que possible. Le rapport est disponible en [anglais](#) et en [français](#). (Source : IANSA)

Dernières adhésions : bienvenue aux nouvelles organisations !

Contrôlez les armes souhaite une cordiale bienvenue aux dix nouveaux membres de la coalition ! En voici la liste :

Alliance for Peace and Disability Rights (Pakistan) ; *Asociación Transiciones de Personas Discapacitadas de Antigua Guatemala* (Guatemala) ; *Assistance Advocacy Access* (Serbie) ; *Article 36* (Royaume-Uni) ; *Campaña Colombiana Contra Minas* (Colombie) ; *Centro de Estudios sobre Justicia y Participación* (Bolivie) ; *Civil Center for Freedom* (ARY Macédoine) ; *Human Security Initiative* (Soudan) ; *Omega Foundation* (Royaume-Uni) et *Tunisie Libre* (Tunisie).

Les organisations intéressées peuvent solliciter leur adhésion à la coalition en remplissant le formulaire en ligne disponible sur <http://www.controlarms.org/join.php>. Les particuliers sont également invités à apporter leur soutien et à rejoindre les centaines de membres individuels devenus partie intégrante de la coalition.

Calendrier des évènements à venir

Du 28 au 30 octobre: Action mondiale des parlementaires (PGA) [33^e forum annuel](#) : L'impact de la violence armée sur le développement : enjeux, défis et solutions parlementaires
Colombo, Sri Lanka, Action mondiale des parlementaires (PGA) (uniquement sur invitation)

Du 31 octobre au 1er novembre: Conférence de suivi de [la Déclaration de Genève](#) sur la violence armée
Genève, Suisse, PNUD, Gouvernement suisse (uniquement sur invitation)

Du 2 au 3 novembre: Mise en œuvre du TCA : perspectives pour une unité de soutien à la mise en œuvre
Genève, Suisse, Saferworld, Gouvernement britannique (uniquement sur invitation)

Du 25 novembre au 10 décembre: 16 journées d'action contre la violence sexiste

Évènement mondial, Center for Women's Global Leadership (CWGL)

Contact : 16days@cwgl.rutgers.edu

3 décembre: Journée internationale des personnes handicapées

Évènement mondial, ONU

Contact : enable@un.org

10 décembre: Journée internationale des droits de l'homme

Évènement mondial, ONU

Du 13 au 17 février: 4^e session du Comité préparatoire sur le TCA

NYC, USA, Nations unies

Contact : Emma Ensign (emma@controlarms.org)

Du 2 au 27 juillet: Conférence de négociation des Nations unies sur le TCA

NYC, USA, Nations unies

Contact : Emma Ensign (emma@controlarms.org)

Vous souhaitez partager des informations avec notre coalition? Envoyez vos articles traitant d'évènements actuels ou à venir à info@controlarms.org.

Nous sommes impatients de travailler ensemble pour faire de cette campagne un succès! Au mois prochain!